

(1)

(N° 51.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES POUR L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. VERMEERSCH.

MESSIEURS,

Le budget a été admis par toutes les sections sans soulever les nombreuses demandes d'explications auxquelles l'examen détaillé d'un budget peut donner lieu.

Cela ne saurait nous surprendre si l'on considère que le budget des Affaires Économiques est devenu un simple budget d'administration; en effet, l'office de documentation est transféré au Ministère des Affaires Étrangères et les dépenses qu'entraînaient la reconstitution des régions dévastées sont portées au compte des dépenses recouvrables. Seul l'office des métiers et négoce a continué à dépendre du Ministère des Affaires Économiques; aussi la Commission a-t-elle jugé utile de faire un rapport plus détaillé sur l'activité déployée au cours du dernier exercice par cette branche intéressante du prédict Département.

Mais auparavant, il convient de répondre à quelques questions.

I. ART. 5. — Matériel 117,000 francs et dans les explications on marque non compris 320,000 francs plus 15,000 francs.

La réponse est donnée peut-être en termes trop concis dans la colonne d'observations qui figure à la page 13 du budget du Ministère des Affaires Économiques pour l'exercice 1923.

(1) Budget, n° 4-XIV.

(2) Composition de la Commission spéciale :

- 1) Les membres de la Commission permanente des dommages de guerre et des régions dévastées : MM. Mechelynck, président, Colaert et Galopin, vice-président, Bales, Buisset, Buyl, Carlier, Cattoeuw, Claes, Debunne, Dierkens, Goetgebuer, Lamborrelle, Missiaen, Rubbens et Vermeersch.
- 2) Six membres nommés par les sections : MM. Oyeray, Schaetzen, Rubens, Brusselmans, Housiaux, Vermeersch.

Pour l'exercice 1922, il avait été accordé pour l'article Matériel un crédit total de 4,520,000 francs, parce que, outre les dépenses de matériel de l'Administration centrale, cette allocation devait supporter les frais d'impression du *Bulletin des oppositions* édité par l'Office National des Valeurs mobilières (320,000 francs) et les frais de matériel de l'Office des Métiers et Négoces (15,000 francs.)

Dans les propositions budgétaires pour l'année 1923 il a été jugé nécessaire pour plus de clarté de distraire les deux postes *Bulletin des oppositions* et « Matériel de l'Office des Métiers et Négoces » de l'article primitif et de les inscrire dans deux articles nouveaux ; l'article 7, pour le *Bulletin des oppositions*, et l'article 9, pour le « Matériel de l'Office des Métiers et Négoces ».

II. *Pourquoi ne convoque-t-on jamais le Conseil supérieur des dommages de guerre institué conformément à la loi.*

Y a-t-il un crédit au budget pour le Conseil supérieur.

Le Conseil supérieur des dommages de guerre n'est plus convoqué parce que sa mission principale est en réalité terminée. Il est vrai que la loi du 10 mai 1919 prévoyait que ce conseil serait chargé du contrôle du emploi. Cette disposition a été votée à une époque où l'on n'avait aucune idée exacte de ce que serait, en réalité, la réparation des dommages de guerre et notamment le emploi.

Il tombe sous le sens que le Conseil supérieur serait dans l'impossibilité absolue d'accomplir sur ce point la mission qui lui avait été réservée. Le contrôle du emploi, tel qu'il est aujourd'hui organisé, relève d'un service administratif composé de spécialistes qui doivent consacrer tout leur temps à cette mission.

Il n'y a pas de crédit spécial accordé aux dépenses éventuelles du Conseil supérieur. Ces dépenses seraient couvertes, le cas échéant, à l'aide du Crédit général figurant sous l'article 95, du Budget des dépenses recouvrables.

III. *Comité juridique permanent* : son utilité : le Département a recours d'une *matière constante* au comité juridique dans les questions contentieuses délicates que soulèvent journellement l'application des lois sur les dommages de guerre et sur la restauration des régions dévastées. L'intervention fréquente de ce comité a fait réaliser au Trésor des économies appréciables notamment dans les affaires qui auraient pu donner lieu à procès. Le comité qui examine et étudie d'après les instructions du Ministre les questions qui lui sont soumises constitue un excellent et très économique contentieux départemental.

IV. *Observations d'un caractère général.* — L'an dernier, la Commission avait présenté des observations d'un caractère général qui pouvait s'appliquer à l'ensemble des ministères. La Commission a été heureuse de constater que ses suggestions sont entrées dans la voie des réalisations.

En ce qui concerne l'unification des achats pour les départements ministé-

riels, deux questions ont surtout été mises à l'étude : l'unification des commandes de charbon et celle de papier et d'imprimés.

Pour la première question, le Département des chemins de fer étant le plus grand consommateur de charbon, il a été décidé qu'il centraliserait toutes les commandes de charbon pour le service de l'État dans l'agglomération bruxelloise. De ce côté, la question peut donc être considérée comme résolue.

Quant aux fournitures de papier, imprimés et articles de bureau, la question est en voie de réalisation. On étudie en ce moment un projet confiant au service compétent qui existe au Ministère des Chemins de fer la centralisation de toutes les commandes.

C'est ce service qui, seul, s'occuperait à l'avenir des adjudications d'imprimés et effectuerait les fournitures aux différentes administrations de l'État.

Il nous semble qu'il faudrait s'engager aussi dans la voie de la standardisation permettant l'unification des types-modèles et formats des divers articles.

La Commission avait insisté aussi l'an dernier sur la nécessité d'organiser le contrôle sérieux des télégrammes officiels dont le grand nombre absorbait une grande partie du personnel des postes et télégraphes.

Il nous revient que des mesures sérieuses ont été prises dans ce sens.

La Commission avait aussi émis l'idée de créer des timbres officiels pour les correspondances officielles, ainsi que cela existe dans d'autres pays. Nous espérons que cette suggestion pourra être soumise à l'examen du département compétent.

NOTE SUR L'ACTIVITÉ DE L'OFFICE DES MÉTIERS ET NÉGOCES.

Par arrêté royal du 31 décembre 1921 (*Moniteur belge* du 20 janvier 1922), l'Office des Métiers et Négoces chargé des attributions déterminées par l'arrêté royal du 28 mars 1908 et le Conseil supérieur des Métiers et Négoces ont été transférés au Ministère des Affaires économiques.

Dépuis son transfert au Département des Affaires économiques, l'Office des Métiers et Négoces a continué à s'occuper des différentes questions intéressant les groupements économiques et professionnels des classes moyennes.

Toute l'activité de l'Office se trouve consignée dans le *Bulletin de l'Office des Métiers et Négoces*, dont, depuis 1920, il existe aussi une édition flamande.

Voici, d'après le Bulletin précité et d'après des documents fournis par l'Office, un aperçu de l'activité des différentes sections qui composent ce service :

PREMIÈRE SECTION

APPRENTISSAGE DES MÉTIERS.

Malgré le zèle témoigné par un bon nombre de secrétariats d'apprentissage, dont plusieurs sont de création récente, le nombre de bourses octroyées aux jeunes gens et jeunes filles, par leur intermédiaire continue à ne se chiffrer

qu'à quelques centaines par année. Les secrétaires attribuent ce fait, en partie aux taux des bourses et des primes accordées aux apprentis et aux éducateurs, taux plutôt peu élevé étant donné la valeur actuelle de l'argent et les salaires payés dans la grande industrie.

Dans leurs assemblées et leurs congrès, les associations patronales de la petite industrie réclament instamment l'imposition légale du contrat d'apprentissage de façon à ne pas énerver la bonne volonté des patrons qui veulent se dévouer à former des apprentis. Une large intervention de l'Office des Métiers et Négoces pour vulgariser la conclusion facultative des contrats en attendant la réglementation légale, devrait être rendue possible par l'ouverture de crédits suffisants à assurer un bon recrutement des métiers, recrutement qui subit actuellement une crise inquiétante.

L'exemple de la Suisse qui en 1921 dépensa un demi million à cette fin est suggestif.

L'Office des Métiers et Négoces a accordé des bourses dans 71 professions différentes. Il élabore d'accord avec les secrétariats et les associations des programmes-types, qui constituent l'élément de base des contrats.

Chaque apprenti boursier reçoit au début de son apprentissage une liste des ouvrages techniques qui sont le plus en rapport avec sa profession et ses capacités. Après son examen l'Office lui fait remettre une liste plus complète et l'oblige d'ailleurs à employer la bourse à l'achat de quelques manuels.

La question de l'orientation professionnelle est intimement liée à celle de l'apprentissage. Elle est à l'ordre du jour dans tous les pays.

L'Office des Métiers et Négoces se tient au courant des réalisations accomplies partout.

Il envisage la possibilité d'intervenir en Belgique pour appuyer les efforts qui s'y sont manifestés et en élargir la portée.

Au sein des secrétariats d'apprentissage se trouve un embryon d'office d'orientation professionnelle. Tout apprenti boursier est notamment examiné par un médecin qui établit la capacité physique à apprendre et à exercer le métier choisi.

EXPOSITIONS PROFESSIONNELLES.

L'Office des métiers et négoces a dans ses attributions l'encouragement des expositions professionnelles organisées par des fédérations nationales ou des unions professionnelles d'artisans. L'office a subsidié en 1922 plusieurs de ces expositions à caractère d'enseignement, notamment : l'exposition d'art, de commerce et d'industrie, à Aerschot ; l'exposition de commerce et d'industrie, à Malines ; l'exposition professionnelle du « Katholicken Middenstandsbond », à Lierre. L'Office prêterait son concours dans l'organisation d'une importante exposition des applications mécaniques et électriques, projetée à Gand en 1923.

CONCOURS PROFESSIONNELS.

Annuellement, l'Office des métiers et négoces intervient dans l'organisation de concours professionnels par des associations s'intéressant aux différents métiers.

Ainsi, chaque année, la Chambre syndicale provinciale des arts industriels de Gand ouvre avec l'appui du Département des Affaires Économiques (section des métiers et négoce) de très importants concours qui sont aussi subsidiés par la ville de Gand et par la province.

En 1922, des concours professionnels ont été organisés à Charleroi, par l'Union professionnelle des maîtres cordonniers du Bassin de Charleroi.

MUSÉES PROFESSIONNELS.

L'Office s'attache à encourager les musées professionnels existant jusqu'à présent dans quelques villes du pays, notamment à Bruges, Gand, Courtrai, Tournai, etc. Ces institutions, qui ont beaucoup souffert des événements de la guerre, n'ont pas encore réussi à se reconstituer complètement. Pour des raisons d'économie, ces musées n'ont pu bénéficier des encouragements qu'ils étaient habitués à recevoir, mais l'Office s'efforcera à encourager aussi par des conseils ces institutions, qui, une fois rétablies, sont appelées à rendre de grands services aux hommes de métier.

BULLETIN ET BERICHTEN.

La publication de l'Office des Métiers et Négoces, dont il existe une édition flamande depuis 1920, n'est plus envoyé gratuitement aux associations professionnelles et autres organisations. Également pour des raisons d'économie le Bulletin n'est plus adressé qu'aux abonnés. Le coût de la publication est de 3 francs.

MOUVEMENT SYNDICAL DANS LA PETITE INDUSTRIE ET LE COMMERCE DE DÉTAIL.

Contrairement au fléchissement assez sensible constaté dans le nombre des unions professionnelles reconnues nouvelles, qui sont créées dans les milieux agricole et ouvrier, les classes moyennes, semblent-elles, poussées de plus en plus à adopter ce mode d'association légale, celui de la coopération lorsque le but du groupement est plus directement commercial.

Depuis l'armistice jusqu'à fin 1921 l'Office a enregistré la création de 90 unions professionnelles reconnues et de 155 sociétés coopératives.

Un fait intéressant à constater également, c'est que la plupart des fédérations et grandes associations patronales ont actuellement leur organe professionnel propre. Par la documentation belge et étrangère publiée dans son *Bulletin*, l'Office des Métiers et Négoces alimente cette presse professionnelle avec les divers groupements.

Parmi les associations nouvelles créées, on doit noter les banques coopératives créées par et pour les classes moyennes à Termonde, Renaix, Ninove, Liège, Anvers, Alost, Malines, Nivelles, Grammont, Aerschot et Zele.

DERNIÈRE SECTION.

CRÉDIT.

A la date du 4 décembre 1922, trente-quatre établissements de crédit ont été agréés aux fins de faire des avances sur fonds de commerce et d'escompte des factures conformément à la loi du 25 octobre 1919 sur le crédit profes-

sionnel en faveur de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle et à l'arrêté royal d'exécution du 18 janvier 1920.

Cours.

A la date du 5 décembre 1922, le nombre des cours temporaires organisés dans le but de perfectionner la capacité professionnelle des artisans, des petits industriels et des détaillants et terminés en 1922, s'élève à 146. A ajouter à ce nombre 22 cours qui se termineront vraisemblablement en 1922.

SERVICE TECHNIQUE ET D'INSPECTION.

Du 1^{er} octobre 1921 au 30 septembre 1922, quatre cents demandes d'intervention pour l'amélioration de l'outillage des petits industriels ont été admises à l'Office des Métiers et Négoces. Ces demandes ont été examinées au point de vue technique par les ingénieurs du service, qui ont dû se rendre compte de l'opportunité de l'achat, du rendement des machines et vérifier les contrats d'achats et les installations.

Le Rapporteur,
O. VERMEERSCH.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

(Nr 31.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1922.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN VOOR HET DIENSTJAAR 1923 (1).

VERSLAG

NAVENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER VERMEERSCH.

MIJNE HEEREN,

Door al de afdeelingen werd de begrooting aangenomen zonder die talrijke vragen naar uitlegging te hebben verwekt, welke bij ieder omstandig onderzoek eener begrooting kunnen oprijzen.

Dit kan ons niet verwonderen gezien dat de begrooting van Economische Zaken nog slechts een eenvoudige begrooting van bestuur is geworden. Inderdaad, de documentatiedienst werd naar het Ministerie van Buitenlandsche Zaken overgebracht en de uitgaven wegens het heropbouwen van de verwoeste gewesten werden op de rekening der invorderbare uitgaven geboekt. Alleen de dienst van Ambachten en Neringen bleef van het Ministerie van Economische Zaken afhangen. Daarom heeft de Commissie het noodig geacht een meer omstandig verslag op te maken over de werkzaamheid van dezen belangrijken tak van gezegd Departement in den loop van het jongste dienstjaar.

Doch vooreerst moet er op eenige vragen worden geantwoord.

(1) Begrooting, nr 4^{xiv}.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

- 1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Oorlogsschade en de Verwoeste gewesten* : de heeren Mechelynck, voorzitter, Colaert en Galopin, ondervoorzitters, Baels, Buisset, Buyl, Carlier, Catteeuw, Claes, Debunne, Dierkens, Goelgebuer, Lamborelle, Missiaen, Rubbens en Vermeersch
- 2) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : de heeren Ozeray, Schaetzen, Rubbens, Brusselmans, Housiaux, Vermeersch.

I. ART. 3. — *Materieel 117,000 frank.* In de verklaringen voegt men er bij : *niet inbegrepen : 320,000 frank + 15,000 frank.*

Wellicht is het gegeven antwoord, dat in de kolom der verklaringen voorkomt op bladz. 13 der begrooting van het Ministerie van Economische Zaken voor 1923, veel te beknopt samengevat.

Voor het dienstjaar 1922, was er voor den post : *materieel* een totaal crediet van 4,520,000 fr. voorzien, omdat buiten de uitgaven voor materieel van het Hoofdbestuur, dit crediet tevens bestemd was om de drukkosten te dekken van het *Bulletijn der met verzet aangeteekende waarden*, uitgegeven door den Nationalen Dienst voor roerende waarden (320,000 frank) en ook de kosten voor materieel van den Dienst der Ambachten en Neringen (15,000 frank).

In de begrotingsvoorstellen voor 1923 werd er, om wille van meerder klaarheid, beslist de beide posten : *Bulletijn der met verzet aangeteekende waarden* en « *Materieel voor den Dienst der Ambachten en Neringen* » uit het oorspronkelijk artikel weg te nemen en ze in twee nieuwe artikelen te boeken : in artikel 7, voor het *Bulletijn der met verzet aangeteekende waarden*, en in artikel 9, voor het « *Materieel voor den Dienst der Ambachten en Neringen.* »

II. — *Waarom wordt de Hooge Raad voor Oorlogsschade, krachtens de wet ingesteld, nooit bijgeroepen ?*

Staat er op de Begrooting een crediet voor den Hoogen Raad ?

De Hooge Raad voor Oorlogsschade wordt niet meer bijeengeroepen omdat zijn hoofdtak wezenlijk geëindigd is. Wel is waar, voorzag de wet van 10 Mei 1919 dat deze Raad zou belast worden met de contrôle over de wederbelegging. Deze beschikking werd aangenomen op een oogenblik dat men nog geen klaar begrip had van wat, in werkelijkheid, het herstel der oorlogsschade en inzonderheid de wederbelegging zou zijn.

Het is klaar dat de Hooge Raad in de volstreckte onmogelijkheid zou zijn op dit punt de hem opgedragen taak te vervullen.

De contrôle over de wederbelegging, zooals zij thans is ingericht, hangt af van een bestuursdienst bestaande uit specialiteiten die al hun tijd aan die zending moeten besteden.

Voor de eventuelle uitgaven van den Hoogen Raad is geen bijzonder crediet voorzien.

Deze uitgaven zouden, in voorkomend geval, gedekt worden door middel van het algemeen crediet dat voorkomt bij artikel 95 van de begrooting der invorderbare uitgaven.

III. — *Bestendig rechtskundig Comité* : zijn nut : het Departement wendt zich op *eene bestendige wijze* tot het rechtskundig comité voor al de betwiste zaken van kieschen aard, die dagelijks worden opgeworpen door de toepassing der wetten op de oorlogsschade en op het herstel der verwoeste gewesten. De herhaalde tusschenkomst van dit comité heeft aan de Schatkist aanzienlijke bezuinigingen ten goede gemaakt, namelijk in zaken welke

tot rechtsgedingen hadden kunnen aanleiding geven. Het comiteit dat, volgens de onderrichtingen van den minister, de vraagpunten onderzoekt en bestudeert, welk hem onderworpen worden, is een uitmuntend en zeer economisch college voor betwiste zaken.

IV. — *Bemerkingen van algemeenen aard.*— Verleden jaar, had de Commissie bemerkingen voorgebracht van algemeenen aard, welke van toepassing waren op al de ministeries.

De Commissie was zoo gelukkig vast te stellen, dat hare gedachten op het punt zijn verwezenlijkt te worden.

Wat betreft de gezamenlijke aankopen voor de ministerieele departementen, werden twee punten ter studie gelegd : de gezamenlijke bestelling van kolen en die van papier en drukwerk.

Inzake kolen, daar liet Departement van Spoorwegen de grootste afnemer is, werd beslist dat het al de bestellingen van kolen voor den dienst van den Staat in Brussel en voorsteden zou centraliseeren. Van dien kant is de zaak dus opgelost.

Wat betreft de levering van papier, drukwerk en kantoorbehoeften, is het vraagstuk nagenoeg opgelost. Men onderzoekt thans een ontwerp dat den bevoegden dienst bij het Ministerie van Spoorwegen wil belasten met de centraliseering van al de bestellingen.

Deze dienst alleen zou zich voortaan onledig houden met de aanbestedingen van drukwerk en met de leveringen aan de verschillende Staatsbesturen.

Het komt mij voor dat men ook den weg zou moeten opgaan van de standardiseering, om zoo doende voor de verschillende artikelen eenvormige modellen en formaten te bekomen.

De Commissie heeft ook het vorig jaar aangedrongen op de noodzakelijkheid van een ernstig toezicht over de Staatstelegrammen, wier groot aantal al te tijdroovend is voor het personeel van posterijen en telegrafen.

Naar wij vernemen, werden ernstige maatregelen in dien zin getroffen.

De Commissie had ook de gedachte geopperd officieele postzegels in te voeren voor de dienststukken, zooals in andere landen. Wij hopen dat dit voorstel door het bevoegd departement in overweging zal worden in overweging genomen.

NOTA OVER DE BEDRIJFVIGHEID VAN DEN DIENST VAN AMBACHTEN EN NERINGEN.

Bij Koninklijk besluit van 31 December 1921 (*Moniteur belge*, 20 Januari 1922), werden de Dienst van Ambachten en Neringen, belast met de bevoegdheid bepaald bij Koninklijk besluit van 25 Maart 1908, en de Hooge Raad van Ambachten en Neringen aan het Ministerie van Economische Zaken gehecht.

Sedert zijne overplaatsing naar het Departement van Economische Zaken, heeft de Dienst van Ambachten en Neringen zich steeds onledig gehouden met de verschillende vraagstukken die de economische en de beroepsvereeniging van den middenstand aanbelangen.

De gansche bedrijvigheid van dien Dienst wordt samengevat in het « Bulletin de l'Office des métiers et négoce », waarvan, sedert 1920, eene Vlaamsche uitgave bestaat.

Ziehier, volgens dit Bulletin en volgens bescheiden door den Dienst verstrekt, een overzicht van de werkzaamheden der verschillende afdelingen van dezen Dienst :

EERSTE AFDEELING.

HET AANLEEREN DER AMBACHTEN.

Ondanks den ijver aan den dag gelegd door een groot getal secretariaten voor 't aanleeren der ambachten, waarvan vele slechts pas werden opgericht, blijft het getal beurzen door hun toedoen toegekend aan de jongens en meisjes, nog altijd bij een paar honderd per jaar. De secretarissen schrijven het gedeeltelijk toe aan het bedrag der beurzen en der premiën verleend aan de leerlingen en aan de opleiders, bedrag dat tamelijk laag is gezien de tegenwoordige waarde van het geld en de loonen betaald door de grootnijverheid.

In hare Vergaderingen en Congressen eischen de patronale vereenigingen van de klein-nijverheid met aandrang de wettelijke verplichting van het leercontract, zoodat de pogingen van de bazen, die leerlingen willen vormen, niet gedwarsboomd worden. Eene ruime tusschenkomst van den dienst der Ambachten en Neringen om het sluiten van vrije contracten meer algemeen te maken, in afwachting eener regeling door de wet, zou mogelijk moeten gemaakt worden door het verleenen van credieten voldoende om eene goede aanwerving in de ambachten te verzekeren, aanwerving waarin zich thans eene angstwekkende crisis ondergaat.

Wijzen we op het voorbeeld van Zwitserland dat in 1921 tot dit doel een half miljoen besteedde.

De Dienst van Ambachten en Neringen heeft voor 71 verschillende vakken beurzen verleend. In overleg met de secretariaten en de vereenigingen maakt de Dienst een model-programma op, dat als grondslag dient voor de contracten.

Elke leerling, die een studiebeurs heeft, krijgt bij den aanvang van zijn leertijd eene lijst van technische werken die het meest handelen over zijn vak en zijne geschiktheid. Na zijn examen deelt de Dienst hem eene uitvoerigere lijst mede, en verplicht hem bovendien het beursgeld te besteden voor het aankopen van eenige handboeken.

De kwestie van de beroepsaanduiding is zeer nauw verbonden met deze van het leerlingchap. Zij staat aan de orde in al de landen.

De Dienst van Ambachten en Neringen houdt zich op de hoogte van wat er overal bereikt wordt. Hij onderzoekt de mogelijkheid om in België de reeds

gedane pogingen te steunen en uit te breiden. In den schoot van de secretariaten voor het leerlingschap ligt zich de kiem voor een dienst van beroeps-aanwijzing. Elke beurs-leerling wordt namelijk onderzocht door een dokter die de lichamelijke geschiktheid tot het aanleeren en uitoefenen van een ambacht vaststelt.

VAKKUNDIGE TENTOONSTELLINGEN.

De Dienst van Ambachten en Neringen is tevens belast met de aanmoediging der beroepstentoonstellingen ingericht door de nationale verbonden of door de beroepsverenigingen der ambachtslieden. In 1922 heeft de Dienst toelagen verleend aan vele van die tentoonstellingen met onderwyzend karakter, namelijk : de kunst-, handels- en nijverheidstentoonstelling te Aarschot ; de handels- en nijverheidstentoonstelling te Meehelen ; de vak-kundige tentoonstelling van den *Katholieken Middenstandsbond*, te Lier. De Dienst zal ook zijn hulp verleen en bij de inrichting van eene belangrijke tentoonstelling van mechanische en electrische toepassingen die te Gent, in 1923, zal plaats hebben.

BEROEPSWEDSTRIJDEN.

Jaarlijks komt de Dienst voor Ambachten en Neringen tusschen voor de beroepswedstrijden ingericht door de vereenigingen die belang stellen in de verschillende ambachten.

Zoo worden elk jaar door de provinciale syndicale Kamer der toegepaste Kunsten te Gent, met den steun van het Departement van Economische Zaken (afdeeling Ambachten en Neringen), belangrijke wedstrijden uitgeschreven die ook gesteund worden door de stad Gent en door de provincie.

In 1922 werden beroepswedstrijden ingericht te Charleroi door de vak-vereeniging der meesters-schoenmakers van Charleroi.

BEROEPSMUSEUMS.

De Dienst tracht de beroepsmuseums aan te moedigen die tot nu toe bestaan in enkele steden, namelijk te Brugge, Gent, Kortrijk, Doornik, enz. Deze instellingen, die door den oorlog veel geleden hebben, konden nog niet heelemaal heringericht worden. Zuinigheidshalve konden deze museums niet financieel gesteund worden als naar gewoonte, maar de Dienst zal trachten deze instellingen met raad bij te staan. Want, eens heringericht, zullen zij zonder twijfel groote diensten bewijzen aan de ambachtslieden.

« BULLETIJN » EN « BERICHTEN ».

Het Bulletin van den Dienst der Ambachten en Neringen, waarvan sedert 1920 eene Vlaamsche uitgave bestaat, wordt niet meer kosteloos gezonden aan de beroepsverenigingen en andere inrichtingen. Eveneens, om redenen van zuinigheid, worden de Berichten nog enkel gezonden aan de geabonneerden. De prijs er van is 3 frank.

DE SYNDICALE BEWEGING IN DE KLEINNIJVERHEID EN IN DEN KLEINHANDEL.

In tegenstelling met de tamelijk merkbare daling van 't getal nieuwe erkende vakverenigingen, opgericht in de landbouwers- en arbeidersmiddens, blijkt de middenstand meer en meer over te hellen tot het aannemen van dit soort wettelijke vereeniging, namelijk de cooperatie, wanneer het doel van de groepeerings meer rechtstreeks een handelsdoel is.

Sedert den wapenstilstand tot einde 1921, heeft de Dienst de oprichting van 90 erkende vakverenigingen en van 133 samenwerkende vennootschappen geboekt.

Zeer belangwekkend is het ook vast te stellen, dat de meeste verbonden en groote werkgeversverenigingen thans hun eigen vakorgaan bezitten. Dank zij de Belgische en buitenlandsche documentatie welke in hun *Bulletijn* wordt medegedeeld, kan de Dienst der Ambachten en Neringen deze vakkundige pers door de onderscheidene groepeerings bedienen.

Onder de nieuw opgerichte vereenigingen moet men vermelden de samenwerkende banken welke door en voor den middenstand te Dendermonde, Ronse, Ninove, Luik, Antwerpen, Aalst, Mechelen, Nijvel, Geeraardsbergen, Aarschot en Zele werden tot stand gebracht.

LAATSTE AFDEELING.**CREDIT.**

Op 4 Decembre 1922, waren vier-en-dertig credietinrichtingen toegelaten om voorschotten te doen op handelszaken en om facturen te disconteeren overeenkomstig de wet van 23 October 1919 op het beroepscridiet voor den handeldrijvenden en industrieelen middenstand en overeenkomstig het Koninklijk besluit ter uitvoering van 15 Januari 1920.

Leergangen.

Op 5 December 1922, bestonden er 146 tijdelijke leergangen ingericht ter bevordering van de beroepsbekwaamheid der ambachtslieden, der kleinnijveraars en der kleinhandelaars en welke in 1922 ten einde liepen. Daarbij dienen nog 22 leergangen te worden gevoegd, welke waarschijnlijk in 1922 zullen eindigen.

Technische dienst en toezicht.

Van 1 October 1921 tot 30 September 1922, zijn vierhonderd aanvragen van tegemoetkoming voor de verbetering der uitrusting van de kleinnijveraars, door den Dienst der Ambachten en Neringen aangenomen geworden. Deze aanvragen werden uit technisch oogpunt onderzocht door de ingenieurs van den Dienst, welke zich van de gepastheid van den aankoop, van het leveringsvermogen der machines moesten rekenschap geven, tevens ook de koopovereenkomsten en de inrichtingen nazien.

De Verslaggever,

O. VERMEERSCH.

De Voorzitter,

A. MECHelynck.